

# On éteint les Lumières pour faire des économies

**Philippe Cadiou**

Les grèves récentes en Italie contre les réformes de l'éducation ont de quoi en laisser songeurs quelques-uns. Toute ressemblance avec une situation française (et les mêmes coupes budgétaires) serait purement fortuite. La preuve en est que les français ne descendent pas aussi massivement que les italiens dans la rue pour protester contre l'esprit des réformes qui s'appliquent à leur école (ils l'ont fait déjà par le passé à plusieurs reprises). A la différence de l'Italie, la gauche en France n'encadre pas beaucoup la protestation contre ces restrictions de budget alors que c'est son œuvre que l'on défait, et pire que tout, quasiment aucune réflexion de fond sur l'école, la recherche, la culture ne vient s'adresser à l'opinion. Il faut constater une solitude. Même les leaders centristes capables de représenter politiquement le sens commun et l'usage mesuré et prudent de la raison devant notre opinion se taisent sur les suppressions de postes dans la recherche, dans l'éducation. Comparées aux vagues de chômage qui s'annoncent avec la crise, ces suppressions sont invisibles, mais c'est au niveau du symbole que c'est inquiétant.

Déficit aussi très étonnant de voix chez les intellectuels à quelques exceptions près. Dans ma jeunesse aucune figure intellectuelle ne travaillait pour le pouvoir à défaut de travailler avec le pouvoir. La vie intellectuelle qui s'était émancipée dans la période des années 60 et 70 a presque complètement disparue. L'ascenseur social laisse place à la censure sociale. La hiérarchie administrative n'a jamais été aussi bureaucratique dans nos sociétés qu'aujourd'hui ce qui présage mal des réformes libérales qu'on voudrait nous appliquer : un libéralisme autoritaire dans une version bureaucratique à l'européenne. N'y voyons aucune contradiction dans le réel : le « libéralisme » est pour le haut de la sphère, les puissants, quant à l'autoritarisme il est pour le bas, les administrés et surtout pour les plus fragiles d'entre eux. Nous avons en général peu de chance de trouver des théories politiques cohérentes. Une théorie devient incohérente dès qu'elle se veut complète. L'ultralibéralisme est cette théorie intégrale qui ne désarme pas face à la crise. Elle vise une réforme complète des institutions publiques et privées.

Elle prétend pouvoir gouverner tous les secteurs de la vie politique et l'épine dorsale d'un système idéologique est le secteur de « l'éducation ». Alors qu'est-ce qu'on constate sur les réformes qui s'annoncent dans ce secteur au nom de la « modernisation » ? Les ambitions d'un concept d'éducation humaniste sont abandonnées au profit du concept d'employabilité, c'est à dire d'adaptation de plus en plus directe au monde du travail. La productivité de l'éducation est considérée comme insuffisante voire nulle par ceux qui confondent formation à l'emploi et éducation. On va devoir réformer un système en vue d'une rentabilité plus effective :

100 % d'une classe d'âge diplômée. Ces chiffres ont quelque chose de la planification soviétique mais ils traduisent une orientation contre laquelle personne ne peut se dérober. Notre modèle humaniste est trop généraliste. Il va falloir beaucoup plus professionnaliser les parcours de formation, et cela dès l'école. Cela signifie l'intériorisation des stratégies professionnelles dans le lycée généraliste et l'abandon d'un lycée qui restait garant de la découverte de la culture pour chacun (quelque soit son origine sociale). Le consumérisme des choix individuels transformera de plus en plus l'école en marché. A l'avenir, il semble de plus en plus improbable de conserver et la culture et l'employabilité pour la grande majorité des parcours dans l'école. Seule comptera la productivité de la formation.

Ce choix est-il inévitable ? La question est ouverte et nous ne faisons rien d'autre que de poser des questions. Mais posons-nous aussi la question à l'envers : qu'est-ce que l'école a fait (ou n'a pas fait) pour en arriver là ? En tout état de cause, l'anti-humanisme de la technique est l'envers de l'idéologie de la consommation aujourd'hui et c'est cet anti-humanisme qui gouverne le politique.

Nous n'avons pas beaucoup d'illusions à nous faire sur un quelconque modèle d'humanisme dans l'école. La pédagogie a toujours du côté du sujet désirant contre l'homme machine. Elle a critiqué les méthodes de la « machine éducation » qui opèrent à l'aveugle même dans notre système de transmission, une transmission sans parole qui ne pouvait jouer que pour les « classes » sociales les plus favorisées par leur capital culturel. La culture généraliste a pu jouer comme un alibi de la sélection sociale. Pour autant faut-il la faire disparaître ? La massification de l'école n'a pas abandonné jusqu'ici l'ambition de former tous les sujets à la culture, c'est à dire à un modèle de la formation de soi fondé sur la liberté de la pensée et de la découverte des savoirs. Abordons-nous une seconde massification ? Une massification opératoire sans la culture ? La question se pose.

L'abandon d'un modèle généraliste de la culture à l'école s'accompagnera de toute la société qui s'ensuit. Plus d'optimisme sur les libertés. A la place, une société de surveillance, contre laquelle Foucault par exemple s'est battu dans toute son œuvre et durant toute sa vie, est en train de se mettre en place *sous nos yeux* sans que nos regards ne clignent de l'œil justement. Le fichier Edwige, même remanié, reste le prototype d'une figure généralisée de la police dans une société de contrôle qui s'insinuerait dans les interstices du monde privé – acte contradictoire pour le défenseur d'une politique dite « libérale ». "Preuve qu'il n'y a donc grand chose de cohérent dans une doctrine des libertés politiques appliquées. Mais il y a plus. La fameuse formule de Victor Hugo : « Ouvrez des écoles vous fermerez des prisons » est rigoureusement en train de s'appliquer à l'envers aujourd'hui. On ferme. On enferme. La surveillance, le dépistage, la classification des enfants par le repérage des comportements (et de ces fameux « troubles du comportement » qui sont un mythe) font partie aujourd'hui d'une demande nouvelle qui entre dans l'école.

A ce titre le conservatisme est en train de détruire la société française dans ce qu'elle avait de rassurant et de vivifiant, c'est à dire dans sa capacité de se révolter, sans qu'elle ne dise plus grand chose maintenant. Les intellectuels se rangent du côté du pouvoir - la fin de 68 est bien là. Dernièrement on a tenu un discours à Vichy plutôt étrange et les réactions sont plutôt indifférentes (tous les symboles sont ambigus pourtant). Soit dit en passant les méthodes de réquisitions des étrangers (avec les "centres de rétention") font remonter de drôles de souvenirs à la mémoire alors que le pouvoir avait utilisé les symboles de la résistance dès son intronisation.

Ce double discours a de quoi faire froid dans le dos. Merveilleux peuple français qui est prêt à trahir son histoire pour écouter la chanson du conservatisme lui faire la leçon. Quant à la gauche elle a perdu son indignation fondamentale pour n'avoir conservé qu'une sorte d'alibi gestionnaire de la question sociale. Où est passé notre discours sur l'humain ? La France fille aînée des grandes idéaux de la pensée des Lumières passe son temps à trahir ce qu'elle a elle-même instauré dans la modernité politique.

Sur l'Histoire toujours, une anecdote révélatrice. Un premier projet de réforme avait sorti l'Histoire du tronc commun en classe de seconde. C'est tout à l'honneur de Monsieur Darcos de l'avoir ré-intégrée. Cela ressemble bien à un phénomène de notre temps où l'on essaie de transiger au nom de la « modernisation » avec la conscience historique. Pourquoi s'embarrasser de la culture alors qu'elle ne sert aucun objectif d'adaptation à la vie économique immédiate ? Du passé faisons table rase ? On entend alors raisonner la phrase de Scott Fitzgerald : « Toute vie est bien entendu un processus de démolition » comme une loi de l'histoire elle-même : à supposer que les meilleures institutions existent (nous n'en saurions pas grand chose...), elles finiraient par être détruites et remplacées, tout simplement parce que le fait de vivre est le fait d'innover dans le risque de remplacer l'ancien par le nouveau. Le passé est sans risque. Le présent demande un dépassement du passé et le courage de l'acte : un courage de lâcher quelque chose pour construire autre chose. Toute politique est donc devant le tragique. Il n'est pas question de jeter la pierre à ceux qui essaient de faire des réformes, tant la chose est complexe et la liberté sans le courage n'a aucun sens. Il y a simplement des réformes qui détruisent ce qui marche selon les critères de l'expérience humaine, les critères de la prudence et du sens commun, des critères de la raison calme.

Les réformes de l'éducation s'accompagnent de coupes budgétaires inquiétantes : on projette de détruire les "rased", les réseaux d'aide aux élèves en grandes difficultés dont les moyens ont toujours été insuffisants. L'idée selon laquelle nous vivons dans une société post-idéologique et post-politique dans laquelle seule le pragmatisme fait loi indépendamment des clivages politiques reste un leurre. Mettons d'abord des réformes en place et voyons si nous pouvons ou non supprimer les « rased » par des institutions meilleures qui auront fait leurs preuves.

On parle de réduire la part des sciences économiques et sociales (on peut présumer que le mot « social » y est déjà de trop). etc. Il se peut que le « s » de la multiplicité des sciences économiques et sociales soit en danger. Ce petit « s » s'appelle pourtant « esprit critique ». Pour qu'il y ait de l'esprit critique, il faut qu'il y ait du multiple, c'est à dire plusieurs systèmes possibles de la « vérité », ce qui engage une discussion à l'infini sur la division des principes par-delà l'idée d'une vérité unique et totale concernant l'économie, la production, les échanges, c'est à dire aussi l'être humain – un lieu où la vérité est vide et le réel insiste.

Dans un registre similaire, un autre risque tout aussi inquiétant devient aujourd'hui possible : on projette d'éliminer la philosophie (en tant que « science de l'étonnement à vie ») des séries technologiques et réduire son importance dans le cursus des séries générales. Si ces visées sont avérées, on cherche là aussi la réduction de l'esprit critique. On éteint les Lumières pour faire des économies. On crée un véritable dommage pour la vie intellectuelle elle-même en empêchant son émancipation individuelle et collective. Cet argument a peu de chance de convaincre un expert politique pour lequel le capitalisme est le registre d'une pensée intégrale

de la soumission de tous à la marchandise. Cette répression de la vie intellectuelle est l'un des phénomènes les plus décapants et des plus invisibles de notre temps : le produit d'une névrose sociale collective. Aller droit aux intérêts privés sans passer par l'émancipation de la réflexion sur les buts de la pensée éthique et politique produit une forme de décompression collective des idéaux. Si l'on abandonne l'importance toute symbolique de la philosophie, on abandonne bel et bien l'idéal de la culture comme formation de soi par l'apprentissage de la liberté de penser, apprentissage qui est par ailleurs l'axiome de la démocratie assumée contre la démocratie formelle : « penser par soi-même ».

Le hic des réformes à venir est le suivant : le logiciel ultralibéral qui pilote les transformations est aujourd'hui devenu brusquement « obsolète » et subit un démenti cuisant de la part du réel. Un doute sera au commencement des réformes et pèsera sur elles comme une épée de Damoclès.. Si ce « logiciel » est en crise et que l'on s'obstine de vouloir à tout prix le mettre en place cela montre une chose, que la parole des gouvernements est encore plus conservatrice qu'elle ne le paraît, elle trahit les illusions et le cynisme de la classe possédante, mais un cynisme en retard sur la réalité : la réalité, elle s'est effondrée.

Que restera-t-il à cette Europe une fois qu'elle se sera blindée comme un coffre fort à triple épaisseur et qu'elle aura vidé de sa substance l'esprit des institutions de service public ? Elle est prête à saccager ses meilleurs institutions (les droits de l'homme et le cosmopolitisme) parce qu'elles entament son Capital amassé. Veut-on jouer une Europe des marchés contre une Europe de l'esprit et de la pensée ? Ce clivage va à l'encontre d'une société de libertés – tant que la liberté est possible.